

Faisons enfin la lumière sur les responsabilités dans la mort des sept moines de Tibhirine !

26 juillet 2014

Il est impératif de savoir ce qui s'est très exactement passé durant la période du 26 mars au 30 mai 1996 entre la DGSE et les auteurs de l'enlèvement des sept moines de Tibhirine...

Doit-on les laisser reposer en paix ou poursuivre la recherche de la vérité, et donc des coupables ? Les sept moines de Tibhirine avaient fait vœu de consacrer leurs vies à aider les populations de cette contrée d'Algérie à mieux supporter les leurs. Mais aux yeux de certains, il fallait les châtier parce qu'ils représentaient un reste de colonialisme et, sans doute, une petite fortune aux yeux d'autres (ils ignoraient très certainement qu'ils valaient autant).

Le juge Marc Trévidic poursuit avec obstination et patience sa recherche de la vérité mais, aujourd'hui, il se trouve devant un dilemme. Il sait qui sont les auteurs du rapt et de l'assassinat (le GIA, **Groupe islamique armé**), mais cela se sait déjà depuis une dizaine d'années.

Lors de l'ouverture d'une enquête par le tribunal de Médéa en 2004, des témoins, terroristes repentis et désireux de rester en vie, ont fait état de négociations entre Djamel Zitouni, émir de ce GIA, et des représentants du gouvernement français, afin d'obtenir une forte rançon contre la libération des sept moines (et cela dans le dos des services de renseignement algériens, tenus à l'écart). Selon le quotidien algérien *El Watan* du 24 juillet 2014, ces deux négociateurs des services secrets français étaient Jean-Charles Marchiani, ancien officier de la DGSE et ex-préfet du Var, et Pierre Le Doaré, chef d'antenne de cette DGSE à Alger de 1994 à 1996.

C'est **Marchiani** qui aurait été guidé depuis le quartier des Eucalyptus à Alger, par Hocine Fliche, chef de la katibat El Maout du GIA, jusqu'au lieu de résidence de Zitouni (selon Fethi Boukabous, bras droit de Zitouni). Toujours selon *El Watan*, pour Marchiani, **les négociations avaient – paraît-il – de bonnes chances de réussir, lorsque le Premier ministre Alain Juppé a mis fin à tous les contacts avec les ravisseurs et l'a retiré du circuit.**

D'après le quotidien algérien, Marchiani affirme que son retrait inexplicable a précipité l'exécution des moines : **« Alain Juppé a signé l'arrêt de mort des sept moines de Tibhirine en stoppant net la mission que je menais et qui était sur le point d'aboutir. »** Il s'agit là d'une grave accusation et l'on ne peut qu'espérer que **le juge Trévidic obtienne une explication plausible de celui qui se trouve aujourd'hui à la tête de l'UMP !**

Pierre Le Doaré accuserait également le gouvernement français de l'époque en affirmant que *« plusieurs rapports ont été émis de son poste à Alger mais aucun n'a été versé à la procédure »*. Il vise notamment sa rencontre avec Mustapha Abdallah, émissaire du GIA, dont le dossier a mystérieusement disparu (le frère d'Abdallah a été abattu par le GIGN en 1994 lors du détournement de l'Airbus d'Air France). Aussi bien du côté algérien qu'en France, il est impératif de savoir ce qui s'est très exactement passé durant la période du 26 mars au 30 mai 1996 entre la DGSE et les auteurs de l'enlèvement des sept moines de Tibhirine...

Pour leurs proches ainsi que pour tous les citoyens qui ignorent les tripatouillages secrets dont dépendent la vie et la mort de tant de Français, faisons enfin la lumière sur les responsabilités dans la mort des sept moines de Tibhirine !